

PHILIPPE SPÉCIAUX (SERVIR)
LONDRES
ADRESSE PARIS (21) : 42, Rue Montmartre
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITE-PARIS
TÉLÉPHONE : GUTENBERG 02-57
02-59
PUBLICITÉ ANNONCES
42, Rue Montmartre, 42

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

VENDREDI 17 JUILLET 1934

6 Pages — 5°

Le Journal L'HUMANITÉ est vendu en Belgique 0,15

ABONNEMENTS

Sans frais dans tous les Bureaux de Poste
1 an 18 fr. 6 mois 9 fr. 3 mois 5 fr. 15
Etranger Union postale 21 fr. 10 fr. 5 fr. 2 fr. 15
Etranger Union postale 31 fr. 16 fr. 8 fr. 4 fr. 15

La Question de l'Impérialisme devant le Congrès Socialiste

POUR PRÉVENIR ET EMPÊCHER LA GUERRE, ET IMPOSER L'ARBITRAGE AUX GOUVERNANTS,

la majorité considère comme particulièrement efficace :

LA GRÈVE GÉNÉRALE OUVRIÈRE SIMULTANÉMENT ET INTERNATIONALEMENT ORGANISÉE.

Le Congrès du Parti socialiste a terminé hier ses travaux, et c'est au cours de sa séance de l'après-midi qu'il a statué sur l'importante question de l'impérialisme. La commission des résolutions, nommée dans une précédente séance, au cours de la discussion générale qui s'était poursuivie devant le Congrès, n'a pu se mettre d'accord sur un texte unique et la majorité et la minorité de cette commission ont désigné chacune un rapporteur pour donner connaissance au Congrès des résolutions prises.

La motion de la majorité

C'est Jaurès qui le premier parle au nom de la majorité.

La majorité de la commission, dit-il, a adopté le principe général de la motion Keir Hardie-Vaillant. Elle a pensé qu'il était inutile de vouloir des considérations pour l'avenir, car cette motion est proposée au Congrès de Copenhague comme motion additionnelle à la résolution sur la guerre et c'est à titre d'addition que le Congrès international de Copenhague lui-même l'a renvoyée à l'étude des sections nationales.

La résolution de Copenhague développe les raisons de lutter contre l'impérialisme et en même temps qu'elle affirme le devoir impérieux de lutter contre la guerre, elle affirme le devoir non moins impérieux de protéger l'indépendance de chaque pays.

Jaurès, après avoir indiqué que les premiers considérants de la résolution de Copenhague constatent l'augmentation constante des armements menaçant d'entraîner toutes les nations et qu'il y a là un danger également pour la civilisation humaine, donne connaissance au Congrès de la partie de la résolution de Copenhague dans laquelle s'inscrit le texte de l'addition qu'il propose à l'approbation de la section française pour être soumis à celle de l'Internationale à Vienne.

Les guerres ne cessent complètement qu'avec la disparition de la société capitaliste. La classe ouvrière, qui supporte les charges les plus lourdes de la guerre et a le plus à souffrir, est donc la plus intéressée à leur disparition. Le prolétariat socialiste organisé de tous les pays est donc le seul garant sûr de la paix du monde. C'est pourquoi le Congrès engage à nouveau les partis ouvriers à répandre la lumière sur les causes des guerres dans tout le prolétariat et en particulier dans la jeunesse et à éliminer cette dernière dans les prières de la guerre.

Le Congrès a maintenu pour les représentants socialistes dans les parlements, l'obligation, plusieurs fois répétée déjà, de combattre de toutes leurs forces les armements et de refuser pour cette destination toute dépense financière, attend de ces députations :

a) Qu'elles réclament sans cesse la solution obligatoire de tous les conflits entre États par des cours d'arbitrage internationaux.

b) Qu'elles renouvellent constamment les pressions tendant au désarmement général et d'abolir tout le droit de guerre, de conclure des conventions limitant les armements maritimes et d'abolir le droit de prise maritime.

c) Qu'elles réclament l'abolition de la diplomatie secrète et la publication de tous les traités secrets et futurs entre gouvernements.

d) Qu'elles réclament avec insistance l'autonomie de tous les peuples et les défendent contre toute attaque bellicieuse et contre toute oppression.

Le Bureau Socialiste International aide les groupes parlementaires socialistes dans la lutte contre le militarisme, par l'échange de documents, et tend à éliminer une action commune de ces groupes.

Tout les cas de complications guerrières, le Congrès confirme la maison antimitariste du Congrès de Stuttgart, qui dit :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, d'exercer son droit de représentation dans les parlements avec l'aide du Bureau International, force d'action et de coordination, de faire tous les efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les plus appropriés et qui varient naturellement selon l'état de la lutte des classes et de la situation politique générale. »

Tel Jaurès souligne l'addition sur la quelle le vote aura lieu et que voici :

Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives.

Puis, voici la fin de la résolution :

« En tout cas, on ne peut pas, sans danger pour la paix, laisser la guerre éclater sans qu'elle ne soit précédée d'une action commune de la classe ouvrière internationale, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, tendant à provoquer une action commune afin d'empêcher la guerre. »

Afin d'assurer l'exécution de ces mesures, le Congrès invite le Bureau Socialiste International à faire, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, l'effort pour provoquer une action commune afin d'empêcher la guerre.

En tout cas, on ne peut pas, sans danger pour la paix, laisser la guerre éclater sans qu'elle ne soit précédée d'une action commune de la classe ouvrière internationale, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, tendant à provoquer une action commune afin d'empêcher la guerre.

En tout cas, on ne peut pas, sans danger pour la paix, laisser la guerre éclater sans qu'elle ne soit précédée d'une action commune de la classe ouvrière internationale, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, tendant à provoquer une action commune afin d'empêcher la guerre.

En tout cas, on ne peut pas, sans danger pour la paix, laisser la guerre éclater sans qu'elle ne soit précédée d'une action commune de la classe ouvrière internationale, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, tendant à provoquer une action commune afin d'empêcher la guerre.

En tout cas, on ne peut pas, sans danger pour la paix, laisser la guerre éclater sans qu'elle ne soit précédée d'une action commune de la classe ouvrière internationale, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, tendant à provoquer une action commune afin d'empêcher la guerre.

En tout cas, on ne peut pas, sans danger pour la paix, laisser la guerre éclater sans qu'elle ne soit précédée d'une action commune de la classe ouvrière internationale, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, tendant à provoquer une action commune afin d'empêcher la guerre.

En tout cas, on ne peut pas, sans danger pour la paix, laisser la guerre éclater sans qu'elle ne soit précédée d'une action commune de la classe ouvrière internationale, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, tendant à provoquer une action commune afin d'empêcher la guerre.

En tout cas, on ne peut pas, sans danger pour la paix, laisser la guerre éclater sans qu'elle ne soit précédée d'une action commune de la classe ouvrière internationale, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, tendant à provoquer une action commune afin d'empêcher la guerre.

En tout cas, on ne peut pas, sans danger pour la paix, laisser la guerre éclater sans qu'elle ne soit précédée d'une action commune de la classe ouvrière internationale, pour les cas de conflits internationaux, entre les partis ouvriers des pays intéressés, tendant à provoquer une action commune afin d'empêcher la guerre.

tente internationale possible dans la direction que nous avons donnée.

Intervention de Guesde

Guesde, de sa place, répond à Jaurès :

Nous sommes en présence d'un fait, dit-il. Une motion, dans son texte primitif, a été renvoyée devant nous. Le texte de cette motion avait été établi par l'Internationale saisie par Keir Hardie-Vaillant. C'est sur ce texte que le Congrès de Vienne statuera. On lui demandera si l'accepte, si il le repousse ou si il l'amende.

Pour nous, nous sommes rangés contre les prétendus remèdes qui sont presque plus dangereux que le mal lui-même. Nous apportons notre point de vue, mais cela ne veut pas dire que la motion présentée par la majorité n'est pas excellente, puisque le texte nouveau n'appelle plus la vindicte, la persécution de l'Etat bourgeois sur les travailleurs des corporations, dont la situation est devenue de plus en plus mauvaise.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration. Mais il y a la amélioration.

CARPENTIER vainqueur DE GUNBOAT SMITH

L'Américain est disqualifié
au sixième round

Londres, 16 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — C'est un événement sans précédent dans les annales de la boxe : le championnat du monde poids lourds vient de se terminer par une disqualification au sixième round. Smith, qui venait de lacer le nez de son adversaire, s'obstina jusqu'à le frapper si violemment sur la nuque, que ce dernier demeura étourdi sur le blancher et que l'arbitre, M. Corri, disqualifiait l'auteur de ce geste insensé.

Mais reprenons les choses par le commencement.

A 6 h. 35, la foule commence à arriver à l'Olympia. Elle vient lentement, posément et on en est surpris, étant donné la façon dont les billets avaient été vendus. On s'attendait certainement à plus de précipitation. Seuls les Français se montrent un peu exaltés en « espérant » les premiers combats. On se distrait à regarder l'arène où dans quelques instants les illusions se sont venues des réalités.

Pour le premier combat, la sonnette retentit à 8 heures. Rien à dire de remarquable sur ces deux combattants. Un incident met l'assistance en gaieté. En voulant séparer Tom Loary de Bandaman Blake, l'ancien adversaire malheureux de Bombardier Wells, l'arbitre est fortement atteint par le poing du premier nommé et s'étale sur le ring de tout son long. Tom Loary s'explique d'ailleurs cette aventure, car Bandaman Blake le met knock-out fort proprement.

Un murmure confus. Tout ce peuple semble agité de frissons. Les photographes se préparent. On les a juchés, surmontant la parterre, à quelques mètres du ring, sur une sorte de plate-forme maintenue par des fils d'acier, qui rappelle assez exactement celle où les trapézistes dans les cirques se reposent à 15 mètres au-dessus de la piste entre leurs acrobaties aériennes.

Derrière, les opérateurs de cinématographe, sur une tribune, font dérouler leurs kilomètres de films tandis que, au pied du cercle, les journalistes numérotent leurs feuilles. Un peu plus loin, des appareils de téléphone et de télégraphie se mettent à fonctionner. Les femmes sont émuës et les plus agitées.

Gunboat Smith est arrivé à sa loge le premier, à 8 heures et demie, puis confiant que jamais en sa bonne étoile. Son manager M. Buckley, me le confirme avec la froideur américaine, avait de mois innués.

Indéniablement, Carpentier a la faveur du beau sexe. La plus ample moitié du genre humain, l'admire et l'aime : même la cavité abdominale, pour l'admirer elle s'est parée de ses plus beaux atours, de ses bijoux les plus étincelants. Plus de sobriété cependant qu'à Paris dans les toilettes et aussi plus de retenue dans les attitudes.

Lire la suite en Dernière Heure.

AU MEXIQUE

Il semble bien que la démission du président Huerta est sérieuse. Le fait même qu'une partie des membres du Congrès s'est refusée à l'accepter indique sans doute que ce n'est pas une comédie. Il est probable qu'il se sent serré de près par ses adversaires et que l'opposition inflexible des Etats-Unis a réussi à le priver de toute ressource financière.

La retraite de Huerta est un succès pour M. Wilson. Mais les difficultés mexicaines restent graves et l'avenir incertain. Les chefs constitutionnalistes s'entendent-ils ? Le général Carranza, s'il entre à Mexico, saura-t-il modérer la fureur de ses troupes, empêcher le pillage et le meurtre ? Consensera-t-il à négocier avec l'ancien parti de Huerta et à assurer aux vaincus une large amnistie ?

M. Wilson usera sans doute de toute son autorité pour écarter de Mexico les violences trop révoltantes. Mais lui-même a-t-il de sérieux moyens d'action ? Il ne veut ni abandonner le Mexique à lui-même ni s'engager à fond. Il est tiraillé entre les grands capitalistes yankees qui le poussent et son sincère idéalisme qui le retient. Il a su jusqu'ici éviter l'irréparable. Mais il serait perdu si les hommes dont il a indirectement favorisé l'avènement par son opposition à Huerta commettaient ou laissaient commettre des actes sauvages.

Toute la planète est hérissee de problèmes et de barbarie.

JEAN JAURÈS

En Route pour Cronstadt

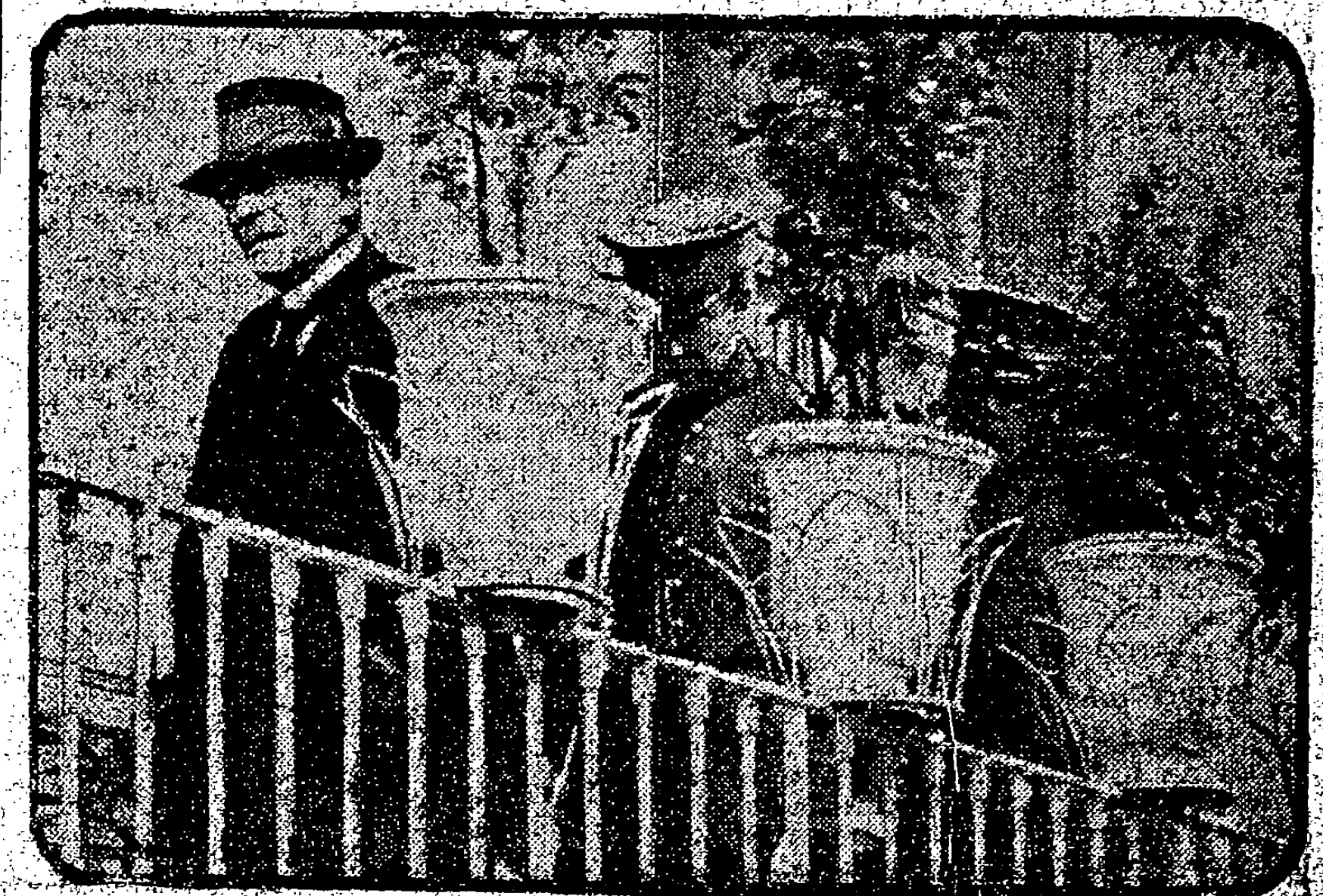


— Ce qui me rend le plus, commandant, c'est que de vous enfin trouver de votre parti, des vrais gens.

La Démission du Général Huerta

VA-T-ELLE

mettre fin à la Guerre civile ?



HUERTA SORTANT DE SA RESIDENCE PRIVEE

Rappelons brièvement les faits.

Le 18 février 1913, le président Madero, victime de la trahison des généraux Huerta et Blanco, était fait prisonnier. Trois jours après, grâce à des combinaisons que nous avons exposées ici, le général Huerta se faisait proclamer par un Parlement aussi incapable que lâche, président du Mexique. Enfin, le 22 février, les gens à qui la trahison avait valu le pouvoir, firent assassiner Madero en simulant une fuite de l'ancien président.

Un fidèle ami de Madero, M. Carranza, gouverneur de Coahuila, dénonça aussitôt les assassins et, en compagnie de plusieurs de ses partisans, signa le pacte de Guadalupe, d'après lequel on ne devait reconnaître ni le pouvoir législatif, qui avait reculé devant son devoir de sanctionner un attentat contre la loi, ni la Cour Suprême de justice, qui vis-à-vis du nouveau gouvernement, n'avait pas agi d'accord avec la Constitution de l'Etat. En outre, le pacte de Guadalupe invitait le peuple à lutter de toutes ses forces contre un gouvernement de sécularistes et proclama le général Venustiano Carranza, chef suprême du parti dont le but était de rétablir la Constitution.

Il ne faut pas oublier, en effet, que le but de la révolution maderiste était d'établir au Mexique un véritable régime démocratique et parlementaire et que le armée de Madero se levèrent en armes contre Huerta, non seulement parce qu'ils considéraient celui-ci comme un traître et un assassin, mais aussi parce qu'ils voulaient faire prévaloir contre tous et contre tout, la Constitution que le peuple mexicain s'était donnée librement et que Madero et ses amis avaient défendue les armes à la main.

Heureusement pour les constitutionnalistes, quelques jours après l'assassinat de Madero, le 4 mars 1913, M. Wilson était élu président des Etats-Unis. Contrairement aux fameux « présidents » qui, en matière politique et diplomatique, jouent toujours un si grand rôle, M. Wilson refusa de s'incliner devant les faits accom-

plis et s'obstina à ne pas reconnaître Huerta.

On se rappelle la série d'incidents auxquels donna lieu la ferme et humeur attitude du président Wilson. On se rappelle notamment l'affaire de Tampico. Soudainement provoquée par Huerta, qui entraînait l'occupation de Vera-Cruz par les troupes américaines. La ruse et l'habileté de Huerta ne réussirent ni à faire céder M. Wilson, ni à désarmer les constitutionnalistes.

Enfin, après 17 mois d'une résistance opiniâtre, après avoir été battu sur tous les champs de bataille, l'assassin de Madero, à bout de forces, s'est décidé à donner sa démission et à faire nommer à sa place, comme président, provisoire, M. Francisco S. Carranza, président de la Cour suprême de justice du Mexique. M. Carranza, quoique n'étant pas un militant attaché à un parti, s'est rendu suspect, aux yeux des constitutionnalistes, en acceptant un poste lourd de responsabilités sous le gouvernement du général Huerta. Aussi est-il permis de croire que jamais ni M. Carranza, ni aucun de ses amis ne seront reconnus par les révolutionnaires.

La seule solution qui s'impose, c'est la nomination d'un gouvernement constitutionnaliste qui rétablisse la légalité, qui s'enfuit reconnu par les Etats-Unis et accepte, il n'y a pas de doute, par toutes les puissances.

Si M. Carranza, qui servit déjà d'intermédiaire entre Madero et Porfirio Diaz lors de la chute de celui-ci, accepte une fois de plus de jouer ce rôle entre le reste des forces huertistes d'un côté, et constitutionnalistes de l'autre, c'est-à-dire s'il entend occuper le pouvoir pour servir de pont entre la dictature et le gouvernement constitutionnaliste, on peut affirmer d'ores et déjà que la guerre civile est terminée au Mexique et qu'une ère de paix va s'ouvrir pour ce malheureux pays.

Cependant, comme M. Carranza n'a pas encore fait de déclarations officielles, on craint, il le faut attendre, les événements pour pouvoir définitivement se prononcer en connaissance de cause.

FABIAN HUBER

Mme Caillaux comparaitra lundi DEVANT LE JURY

L'acte d'accusation établit l'homicide volontaire et la préméditation. Il montre en outre comment la campagne du "Figaro" a déterminé Mme Caillaux à commettre le meurtre.

Mme Caillaux va comparaitre, lundi, devant le jury. Comme toujours, dans les gros procès d'assises, nous allons résumer ici l'acte d'accusation. On se rappelle les faits. Le 16 mars dernier, vers 6 heures du soir, M. Calmette, était atteint dans l'abdomen par une balle de six balles de revolver tirée d'en haut et pénétrant dans la cavité abdominale, avait provoqué une hémorragie. On transporta M. Calmette dans une maison chirurgicale de Neuilly où, malgré l'intervention des docteurs Hartmann, Cunéo et Raymond, l'expirait à minuit. Pendant ce temps, la police pénétrait sur les lieux du crime. Elle trouvait dans l'hôtel du Figaro, Mme Caillaux, qui entourait des rédacteurs du journal. C'est elle qui avait frappé M. Calmette. On la conduisit au commissariat de police, puis à Saint-Lazare et une instruction lui ouverte.

Les déclarations de M^{me} Caillaux. De suite, la femme de l'ancien ministre des finances déclara au magistrat qu'elle n'avait pas eu l'intention de tuer M. Calmette, mais qu'elle avait voulu lui donner un avertissement brutal, provoqué par une violente campagne de presse et la crainte de voir publier une correspondance ou serait étalées les choses les plus intimes.

Mon intention était de me rendre auprès du directeur du Figaro, d'obtenir de lui la remise de deux lettres manuscrites qu'il de lui avait données. L'idée me vint alors de me dans le cas de M. Calmette ne me donnerait pas satisfaction, il me faudrait faire du scandale au Figaro. Et c'est ainsi que je songai à m'y rendre avec une arme.

Cependant, dit l'acte d'accusation, à peine Mme Caillaux était-elle introduite dans le cabinet de M. Calmette, que, sans même exposer l'objet de sa visite, elle se chargea sur lui son arme et le frappa à bout portant.

Pour expliquer les minutes d'attente dans lesquelles elle dit avoir agi, elle a déclaré que pendant l'attente de plus d'un heure qu'elle fit dans le salon du Figaro, il lui a semblé que les garçons de bureau se moquaient de son mari et qu'elle avait entendu plusieurs personnes appartenant à la rédaction du journal, poursuivre une



Le procureur général Huber, en conversation sur la campagne du Figaro, l'objet. Elle ajoute qu'elle n'avait pas l'intention de tuer M. Calmette, mais qu'elle avait voulu lui donner un avertissement brutal, provoqué par une violente campagne de presse et la crainte de voir publier une correspondance ou serait étalées les choses les plus intimes.

Or, les personnes qui étaient dans le salon, aux heures de la rédaction du Figaro, ont affirmé que Mme Caillaux n'avait pas l'intention de tuer M. Calmette, mais qu'elle avait voulu lui donner un avertissement brutal, provoqué par une violente campagne de presse et la crainte de voir publier une correspondance ou serait étalées les choses les plus intimes.

Or, les personnes qui étaient dans le salon, aux heures de la rédaction du Figaro, ont affirmé que Mme Caillaux n'avait pas l'intention de tuer M. Calmette, mais qu'elle avait voulu lui donner un avertissement brutal, provoqué par une violente campagne de presse et la crainte de voir publier une correspondance ou serait étalées les choses les plus intimes.

Or, les personnes qui étaient dans le salon, aux heures de la rédaction du Figaro, ont affirmé que Mme Caillaux n'avait pas l'intention de tuer M. Calmette, mais qu'elle avait voulu lui donner un avertissement brutal, provoqué par une violente campagne de presse et la crainte de voir publier une correspondance ou serait étalées les choses les plus intimes.

Or, les personnes qui étaient dans le salon, aux heures de la rédaction du Figaro, ont affirmé que Mme Caillaux n'avait pas l'intention de tuer M. Calmette, mais qu'elle avait voulu lui donner un avertissement brutal, provoqué par une violente campagne de presse et la crainte de voir publier une correspondance ou serait étalées les choses les plus intimes.